



**REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE**
Unité – Dignité – Travail



=====
**MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**
=====

PROJET DE GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP)

N° d'Identification du Projet : PGNSP – P174620 IDA-V3890

TERMES DE REFERENCE

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN(E) RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE 2 DU PROJET DE
GOUVERNANCE NUMERIQUE DU SECTEUR PUBLIC (PGNSP) DE LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE**

Tel : (+236) 72.22.36.36 / 75-50-26-11

Email : spmprojet.gnsp@gmail.com

Pays : République centrafricaine
Zone : Bangui, avec déplacements fréquents dans les régions
Durée de la mission : Un an (avec possibilité de renouvellement basé sur la performance)
Début de la mission : Immédiat
Période d'Essai : Six (06) mois

1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

La République centrafricaine (RCA), pays totalement enclavé, est un pays fragile, ayant connu plusieurs décennies de crises politico-militaires dont les dernières sont extrêmement violentes. L'insécurité et les déplacements forcés ont aggravé la pauvreté et contribué fortement à la baisse des recettes de l'Etat et à la faible capacité du gouvernement à assurer ses fonctions régaliennes. L'administration est fortement concentrée dans la capitale, Bangui, et dans certaines localités environnantes. Les services déconcentrés n'ont toujours pas les ressources techniques, humaines et financières, ainsi que l'équipement de base, pour mener à bien leurs missions. La capacité de mobilisation des recettes intérieures est faible, ce qui met le pays en situation de carence au niveau des ressources et de forte dépendance à l'égard des aides extérieures.

C'est à travers les appuis multiformes des partenaires au développement, notamment la Banque mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI), que le Gouvernement a pu s'engager dans un processus d'amélioration de la gouvernance financière de l'Etat, en particulier le redressement de la gestion des finances publiques.

Dans la perspective des réformes financières engagées, le gouvernement a pu améliorer l'accomplissement de ses missions de base en matière de gestion des finances publiques et adopter des règles claires pour l'exécution et la comptabilité budgétaires. Un nouveau système d'information sur la gestion financière (SIMBA) avec des fonctionnalités améliorées est en cours de déploiement et d'intégration tout au long de 2022.

Malgré des progrès substantiels, certaines vulnérabilités persistent encore au niveau de l'efficacité de la gestion globale des finances publiques, avec une incidence inéluctable sur la prestation des services et la transparence des marchés publics.

A l'échelle mondiale, on considère que les plateformes numériques publiques et les solutions digitales du gouvernement (GovTech) offrent des occasions de répondre aux griefs des citoyens grâce à une prestation de services plus équitable dans l'ensemble du pays, à une réduction des coûts de transaction, à des institutions gouvernementales plus efficaces et transparentes et à une meilleure prise de décisions fondées sur les données. Cependant, le pays n'a pas encore tiré parti du plein potentiel des plateformes publiques numériques pour améliorer les fonctions de base et introduire de nouvelles façons de servir et d'interagir avec les citoyens, le secteur privé et la société civile, mais aussi donner une voix aux plus vulnérables et tenir le gouvernement responsable.

C'est dans ce contexte, que le Gouvernement a mis en place le Projet de Gouvernance Numérique avec l'appui de la Banque mondiale, et ce dans le but de poursuivre et consolider sa stratégie d'harmonisation de transformation numérique des processus gouvernementaux de base.

2. DESCRIPTION DU PROJET

Le Projet de Gouvernance Numérique du secteur public mobilise les solutions digitales GovTech pour aider à améliorer la capacité et l'efficacité du Gouvernement à fournir des services essentiels à travers le pays, tout en promouvant la transparence et la redevabilité. Le projet devra assurer une assistance technique, une offre de formation structurée, ainsi que des investissements en équipements pour renforcer la capacité du Gouvernement. Les institutions bénéficiaires sont le Ministère des Finances et du Budget ; le Ministère de l'Economie, du Plan

et de la Coopération ; le Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative et le Ministère de l'Economie Numérique des Postes et Télécommunications, ainsi que d'autres institutions spécifiques. Le projet financera principalement les activités intégrées au niveau de trois (03) grandes composantes :

Composante 1 : Améliorer la gestion des finances publiques.

Ce volet vise à renforcer la transparence et l'efficacité dans la gestion des ressources publiques. À cette fin, ce volet devra (i) renforcer la mobilisation et la gestion des recettes en veillant à ce que les ressources gouvernementales soient disponibles de manière plus durable dans le but de mieux relever les défis identifiés en matière de développement, et (ii) améliorer la gestion des dépenses pour s'assurer l'utilisation efficace et transparente des ressources. Ces deux axes devraient mettre à profit des solutions GovTech, en s'appuyant sur les trois éléments principaux suivants : (i) Renforcer la mobilisation des recettes, (ii) Renforcer le processus budgétaire et la gestion des dépenses de base, et (iii) Améliorer la transparence des marchés publics.

Composante 2: Transformer numériquement l'administration publique et la prestation:

Ce volet devra contribuer à la mise en place d'un environnement favorable à l'utilisation des technologies numériques pour renforcer l'administration publique et améliorer la disponibilité et l'accès à ses services publics. Cet objectif sera atteint par le biais des trois éléments suivants: (i) jeter les bases d'une meilleure connectivité ; (ii) renforcer les bases du gouvernement numérique ; et (iii) faciliter l'accès à des services publics spécifiques.

Composantes 3 et 4: Gestion du Projet et Composante d'Intervention d'Urgence Conditionnelle (CIUC) .

Ce volet vise à soutenir la gestion et la coordination des projets et fournira également un instrument pour faire face à certains facteurs exogènes comme les aléas climatiques, une crise sanitaire ou humanitaire sévère par exemple. Il vise à assurer une gestion efficace des activités ainsi que la bonne coordination de la mise en œuvre du projet. Une sous-composante est également créée et rattachée à cette composante. Composante 4 devra notamment prévoir les dispositions nécessaires au traitement des cas d'urgence pouvant éventuellement perturber les entreprises du secteur public.

L'Objectif de développement du projet (ODP) PGNSP est de: (i) améliorer l'efficacité et la transparence au niveau de certains aspects clés de la gestion des ressources publiques, et (ii) établir les bases d'un gouvernement numérique sûr et inclusif.

C'est à ce titre, que l'Unité de Gestion du Projet, placée au sein du Cabinet du Ministre des Finances et du Budget, agissant en qualité de Maître d'Ouvrage, envisage de recruter **un Responsable de la Composante 2. Transformer numériquement l'administration publique et la prestation.**

3. MISSIONS DE RESPONSABLE DE LA COMPOSANTE 2

Au sein de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) placée sous la tutelle du Ministère des Finances et sous la supervision du Coordonnateur, le/la Responsable de la composante 2 assurera la liaison avec les différents acteurs impliqués dans le projet (membres de l'UGP, bénéficiaires,

cabinets-conseil en charge de l'exécution, services techniques de l'Etat, partenaires du projet, etc.), et veiller au bon déroulement de la préparation et de la réalisation de l'ensemble des activités de la composante 2 du projet.

Le Responsable de la composante 2 est chargé de façon non exhaustive des tâches suivantes :

- ✓ Veiller à ce que les activités de la Composante 2 se déroulent conformément au calendrier prévu (PTBA et plan de passation de marchés) et aux orientations stratégiques du comité de pilotage et de la Banque mondiale;
- ✓ Contribuer à la préparation des termes de référence, des dossiers techniques et financiers, des dossiers de consultations, d'appel d'offres et contrats de marché de service, fournitures et travaux, dans le cadre de la Composante 2;
- ✓ Suivre, contrôler et évaluer les contrats des opérateurs et prestataires de service en relation avec les services techniques dans le cadre de la Composante 2;
- ✓ Représenter l'UGP dans les différentes réunions techniques organisées dans le cadre de l'exécution des activités de la Composante 2 ;
- ✓ Préparer pour le compte de l'UGP des notes de synthèse périodiques sur l'avancement et les réalisations des différentes activités de la Composante 2, y compris sur les problèmes rencontrés ;
- ✓ Identifier et anticiper les blocages et mettre en œuvre les actions correctives nécessaires ;
- ✓ Assurer la revue technique de l'ensemble des livrables techniques transmis et soumis par les prestataires engagés par le projet dans le cadre de la Composante 2 ;
- ✓ Assurer le bon déroulement du plan de passations des marchés de la Composante 2 (initiation, élaboration des dossiers de consultation, des cahiers de charge et du dossier d'appel d'offres, analyse des soumissions, contractualisation, etc.) ;
- ✓ Appuyer le processus d'amélioration permanente des solutions dans son domaine de compétence, notamment en participant aux dispositifs de production et de gestion des connaissances ;
- ✓ Assurer les fonctions administratives en tant que membre de l'UIP, y compris la préparation et la révision des documents clés du projet (rapports d'activités et financiers, PTBA, PPM, Cadre de Résultats, etc.);
- ✓ Assurer une veille technique dans son domaine de compétence ;
- ✓ Contribuer aux activités de visibilité et de communication du projet et faciliter la circulation de l'information entre toutes les parties prenantes ;
- ✓ Appuyer l'organisation des comités techniques, des comités de pilotage du projet (planification, appui à l'élaboration des présentations, ...) et de toute autre espace de gouvernance et de concertation ;
- ✓ Veiller à la cohérence entre la planification budgétaire et la planification opérationnelle des activités de la Composante 2, en lien avec les autres membres de l'UGP ainsi qu'au respect des procédures de la Banque mondiale ;
- ✓ Animer et mobiliser le vivier d'expert.es thématiques de la Composante 2 (nationaux et internationaux) ;
- ✓ Assurer la cohérence et la complémentarité avec les autres projets dans le domaine numérique de la RCA et de la sous-région, et développer des synergies ;
- ✓ Exécuter toute autre activité que pourra lui confier le Coordonnateur dans l'exécution du projet.

4. PROFIL DU CANDIDAT

- ✓ Être titulaire d'un diplôme de l'Enseignement Supérieur (Bac+5) en économie, en gestion, en ingénierie, gestion de projet ou lié aux Sciences des Technologies et de l'Informatique avec un minimum Bac +5 ou équivalent et plus ;;
- ✓ Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans les aspects de suivi de l'exécution des projets TIC (infrastructures ; réglementaires et applicatives) ;
- ✓ Expérience professionnelle pertinente dans le domaine des télécommunications, de la mise en place d'Infrastructures numériques et idéalement de réseaux en fibre optique serait un atout;
- ✓ Disposer d'au moins 5 ans d'expérience probante en matière de gestion et/ou de collaboration d'équipes multidisciplinaires dans la mise en œuvre de projets numériques ou dans le secteur des TIC ;
- ✓ Avoir une solide connaissance en matière des services de télécommunications et d'infrastructures TIC ;
- ✓ Avoir des connaissances théoriques sur les problématiques liées aux cadres légaux et réglementaires des communications électroniques, des transactions électroniques, de la protection des données à caractère personnelle, et de la cybercriminalité ;
- ✓ Avoir des connaissances techniques (théoriques et/ou pratiques) des plateformes numériques intégrés (portail des services électroniques, applications et services électroniques pour secteurs sociaux et économiques, cloud computing, réseaux internes du gouvernement, interopérabilité des systèmes) ;
- ✓ Démontrer une capacité à véhiculer une vision d'avenir convaincante en matière de transformation digitale ;
- ✓ Démontrer de bonne connaissance de l'économie numérique en Afrique centrale ;
- ✓ Disposer d'une expérience professionnelle au sein ou au service de l'administration publique centrafricaine serait un atout ;
- ✓ Avoir de bonnes références de projets en RCA et/ou dans la région ;
- ✓ Avoir une expérience dans des projets financés par des bailleurs de fonds internationaux (Banque mondiale, Banque africaine de développement, Union Européenne) ;
- ✓ Avoir une excellente maîtrise des outils informatiques (Microsoft Office, systèmes de gestion de bases de données, gestion électronique des documents, etc.) ;
- ✓ Intégrité et capacité à travailler en équipe ; et sous pression
- ✓ Avoir d'excellentes compétences en communication orale et écrite en français sur des sujets techniques et non techniques, et une connaissance pratique de l'anglais ;
Avoir une capacité avérée à préparer, présenter et discuter de manière claire et concise des recommandations à des niveaux supérieurs et à produire des éléments livrables tels que des mémorandums, des recommandations, des documents relatifs aux exigences et des rapports d'état.

5. LIEU DE TRAVAIL

Le/La **Responsable de la composante 2** sera basé(e) à Bangui, capitale de la RCA et peut être délocalisé(e) en cas de force majeure. Il/Elle devra entreprendre des missions dans les zones d'intervention du Projet.

6. CONDITIONS DE TRAVAIL

Le/la Responsable de la composante 2 travaillera au sein de l'unité de gestion du Projet. Au cours des missions en province, le/la Responsable de la Gouvernance Technologique travaillera dans les services déconcentrés des ministères impliqués dans la mise en œuvre du projet. Le

Projet mettra à la disposition du Responsable de la Gouvernance Technologique les équipements et matériels nécessaires à l'exercice de sa mission.

7. COMPORTEMENT ET ATTITUDE

- Savoir faire preuve d'initiatives, être persévérant ;
- Intégrité et capacité à travailler en équipe ; et sous pression
- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe ;
- Avoir un vrai sens du résultat, attester d'un solide esprit entrepreneurial et de fortes capacités d'analyse, être méthodique, organisé et rigoureux ;
- Être autonome avec une (un minimum) forte capacité d'encadrement et de bonnes qualités relationnelles, notamment savoir collaborer avec une diversité d'interlocuteurs ;
- Savoir coordonner des équipes sur des projets divers et prouvé une grande capacité de gestion dans un univers technique et fragile ;
- Être en mesure de travailler dans un environnement multiculturel ;
- Avoir un sens aigu des responsabilités, tout en étant courtois, disponible et patient ;
- Avoir un sens aigu du travail en équipe et savoir valoriser le potentiel de chaque membre, et avoir une grande capacité d'adaptation ;
- Vision stratégique, capacité d'analyse et d'intégration,
- Esprit curieux et avant-gardiste,
- Parcours d'accomplissement et de conduite de tâche de façon autonome,
- Solides compétences interpersonnelles, de communication, capables de travailler efficacement en équipe et de travailler dans un environnement multiculturel,
- Être de bonne moralité et capable d'accepter les critiques afin de s'améliorer.

7. MODE DE RECRUTEMENT

Le recrutement pour le poste du/de Responsable de la composante 2 se fera selon les points 7.36 et 7.37 de la méthode de sélection des consultants individuels définie dans le Règlement de Passation des Marchés daté de juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Les performances du Responsable de la composante.2 seront évaluées chaque année sur la base d'un contrat de performance établi conjointement, avec indication des résultats fixés. Les critères d'évaluation seront définis avec l'Unité de Gestion de Projet en collaboration avec les Ministères bénéficiaires et les résultats de l'évaluation seront partagés avec le Gouvernement et la Banque mondiale.

Le recrutement se fera suivant une procédure compétitive et sera effectué par appel à candidatures.

Il comportera deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV et lettre de motivation ; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés, sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

Les candidatures devront être déposées par voie soit électronique, (e-mail : spmprojet.gnsp@gmail.com/ assistantespm.projetagir@gmail.com/ secrétariat.

projetagir@gmail.com soit physique à l'adresse suivante : Bâtiment de l'ancienne CAADE,
Rue Abdel GAMAL NASSER, au Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Elles devront comprendre :

Une lettre de motivation de trois (03) pages maximums mettant en avant l'expérience professionnelle et les compétences pertinentes aux termes de références du poste ;

Un CV détaillé incluant trois (3) références professionnelles ;

Une copie légalisée du ou des diplômes ;

Une copie des attestations de travail figurant dans le CV ;

Les candidats (es) présélectionnés (ées) devront fournir qu'ils/elles remplissent les critères de sélection avant l'entretien.

Fait à Bangui, le _____